

Les crédits

réalité. Le pays se désindustrialise. De plus en plus, nous sommes incapables de conserver les emplois les moins rémunérés ou les plus rémunérés du secteur manufacturier.

Pour réussir à l'avenir, il nous faudra adopter des politiques qui favorisent les sciences et la technologie, qui favorisent la recherche scientifique et la mise au point de produits. Nous devons investir dans l'éducation, dans des emplois d'avenir qui ajoutent de la valeur et de la créativité au Canada. Nous ne pouvons plus nous attendre à survivre en nous appuyant sur notre vieille base industrielle. Nous ne pouvons plus nous attendre à prospérer dans le monde exclusivement en fonction de nos ventes de matières premières. Selon moi, il devrait présenter une stratégie économique à deux volets. Tout d'abord, il devrait constater que sa politique crée une récession et entraîne un fort taux de chômage et, ensuite, il devrait présenter un programme tendant à favoriser la création de catégories d'emplois utiles et bien rémunérés qui nous permettraient de devenir une nation capable d'assurer le bien-être de sa population et de protéger l'environnement.

L'hon. Jean J. Charest (Sherbrooke): Monsieur le Président, les observations du député d'Ottawa-Sud m'ont particulièrement intéressé, étant donné qu'il a été cité dans un article paru dans le *Citizen* d'Ottawa du 13 octobre. J'ai jugé alors ses propos assez raisonnables. J'y reviendrai tout à l'heure.

Je dois reconnaître que j'ai été très déçu par son discours. Il vaudra peut-être, au cours de la période réservée aux questions et aux observations, formuler quelques commentaires à ce sujet, car je sais qu'il est un des députés du Parti libéral qui est promis à un brillant avenir, si on en croit les gens de son propre parti. Je pense même avoir entendu quelqu'un affirmer qu'il pourrait être un candidat à la direction du parti, ce qui pourrait être un compliment dans certains cercles, sauf au Parti libéral du Canada, où au moins la moitié des membres du groupe parlementaire sont censés, toujours selon les libéraux, être des candidats possibles à la direction du parti.

Je m'attendais de sa part à un discours un peu plus cohérent sur la question de la démocratie. Je ne crois pas qu'on se rappellera ce discours sur l'essence même de la démocratie comme l'un des plus brillants moments de sa carrière. Le moment est venu, selon moi, pour tous les députés qui s'inquiètent tant soit peu des principes fondamentaux de la démocratie de dénoncer avec toute leur énergie ce qui se passe actuellement au Sénat. Si on parle de dictature à ce stade-ci, monsieur le Président, il faut

parler de celle de libéraux fédéraux non élus qui refusent, dans le cas d'une mesure financière, de se plier à la volonté de la Chambre des communes dont les députés ont été démocratiquement élus. C'est répugnant et inacceptable. Le député d'Ottawa-Sud devrait profiter de la première occasion pour dénoncer cela.

Je voudrais lui poser une simple question. Pourrait-il me préciser la position du chef du Parti libéral du Canada? Je pose cette question, monsieur le Président, parce que nous ne la connaissons pas.

Dans le même article publié dans le *Citizen* d'Ottawa du 13 octobre et intitulé «Qui mène?», on dit en gros: «Le chef du Parti libéral du Canada, M. Chrétien, a déclaré au cours de la campagne à la direction du parti qu'il serait irréflecté de supprimer la TPS sans avoir une solution de rechange à offrir.» Je n'ai toujours pas entendu aujourd'hui la solution de rechange des libéraux.

Il a dit par la suite, comme s'il changeait d'idée: «J'ai ma petite idée là-dessus, mais je ne suis pas seul au Parti libéral du Canada.» J'ai des nouvelles pour lui. Non, il n'est vraiment pas seul au Parti libéral du Canada.

Il a de plus affirmé qu'il ignorait ce que le Sénat allait faire et il a ajouté: «Enfin, ils ne feront rien que je leur interdise de faire.» Aujourd'hui, nous ne connaissons toujours pas la position du chef du Parti libéral sur la question.

En terminant, permettez-moi de rappeler que le député d'Ottawa-Sud a dit, au sujet du comportement des sénateurs, qu'il appuyait leurs efforts. Il l'a affirmé et cela correspond à son discours d'aujourd'hui, mais il craint que, dans la lutte pour gagner la faveur du public, les jeux de sifflets risquent de coûter cher aux libéraux.

Je n'entends plus les applaudissements d'en face.

Il a poursuivi en disant que, personnellement, il trouvait que les moyens d'obstruction étaient nuisibles et que la plupart des Canadiens ne voulaient pas que les décisions concernant les politiques officielles du gouvernement soient prises de cette façon. Il est évident qu'il parlait du comportement des libéraux fédéraux. Peut-il nous déclarer qu'il maintient ses propos cités dans le *Ottawa Citizen*, du 13 octobre?

M. Manley: Monsieur le Président, j'espère que vous m'accorderez amplement de temps pour répondre à la très longue déclaration de l'ancien ministre. Il me déçoit un peu lui aussi. J'ai beaucoup d'estime pour lui, qui sera peut-être un jour le chef de son parti. Je croyais qu'il s'était en général très bien acquitté de ses très lourdes responsabilités. Je ne crois pas que le moment soit nécessairement bien choisi pour se montrer extrêmement par-